N° 003 | Juillet - Septembre 2015

ONU FEMMES

# MALI MUSOW
## Les Femmes du Mali

# AUTONOMISATION DES FEMMES AUTONOMISATION DE L'HUMANITÉ IMAGINEZ!

# Prise en Charge Psychologique des Femmes en Situation de Conflits

Déclaration des Femmes d'Afrique de l'Ouest en soutien aux Femmes maliennes. *Crédits : makailablog*

Dans le cadre de la réponse humanitaire, ONU Femmes en partenariat avec le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille et l'appui du Royaume des Pays Bas, a mis en place un pool national de psychologues en alerte. Les capacités techniques des membres (35 membres) de ce pool composé de Psychologues, travailleurs sociaux et agents de développement ont été renforcées notamment sur la prise en charge psychosociale en situation de conflit.

Les modules de formation étaient axés sur les aspects théoriques et l'harmonisation des connaissances; aux aspects pratiques du soutien psychosocial et l'autoprotection et enfin la détermination des axes de travail, l'élaboration des indicateurs de suivi.

La mise en place du pool fait suite à l'état des lieux sur la prise en charge des victimes du conflit au Nord du Mali et la situation de crise que le Mali a traversé depuis le déclenchement du conflit. Les statistiques ont montré que les femmes sont les plus touchées par le conflit. Le choc psychologique, la peur, la honte, la stigmatisation, la tristesse, étaient les problèmes auxquels sont confrontées ces femmes et filles victimes du conflit au Nord. L'enjeu principal réside alors dans la préparation et l'initiation des intervenants psychosociaux aux principes directeurs de prise en charge des victimes du conflit du nord. Il s'agit certes d'un engagement des Nations Unies mais aussi de tous les acteurs au Mali. Pour améliorer et renforcer les interventions dans le domaine, une étude technique rapide du volet prise en charge psychosociale a été réalisée en aout 2015 qui a révélé des résultats satisfaisants. Les recommandations ont porté sur :

**1**. L'organisation de formations en appui psychosocial pour consolider les acquis chez toutes les organisations que ce soit au niveau des structures de l'Etat ou de la société civile. Les formations devront être davantage axées sur les ressources communautaires de réhabilitation. Ces formations devant concerner tant les assistants sociaux, les relais communautaires que les « psychologues ». En effet, le caractère le plus opérationnel et innovant de l'offre de service psychosocial est dans sa nature ambulatoire. De l'avis des exprts, pour l'avenir il faut insister sur la formation en appui psychosocial des prestataires femmes qui ont des prérequis suscités par leur expérience auprès des survivantes. Quant aux psychologues, une formation assez avancée portant sur l'évaluation des symptômes et des thérapies brèves doit leur être octroyée.

**2.** Le développement d'actions de sensibilisation adaptées aux besoins psychosociaux des communautés notamment auprès des relais communautaires qui doivent être sensibilisés sur l'impact des VBG sur la santé mentale des survivantes. Les actions de sensibilisation développées par les programmes ne suffisent pas à elles seules et restent cantonnées à une dimension généraliste des VBG. Elles gagneraient à s'inscrire dans une dynamique de consensus communautaire où l'impact psychosocial des VBG doit être compris par les communautés ainsi que les facteurs de risque. Sans cela, les communautés ne prendront pas conscience de l'importance du soutien psychosocial.

**3.** Mise en place un système de gestion des données identiques pour chacune des organisations mettant en œuvre un programme d'appui psychosocial afin d'obtenir des informations fiables

**4.** Par ailleurs, il est plus que nécessaire que les prestataires du domaine juridique et judiciaire soient formés au-delà de l'approche VBG sur comment accueillir et auditionner les femmes et filles victimes de violences pour parer à la retraumatisation et à la stigmatisation et garantir des procès verbaux d'audition corrects. En effet, à Gao et Mopti notamment, l'offre de service judiciaire doit conforter une ambition de formation rigoureuse des officiers de police judiciaire et des magistrats sur l'audition des femmes survivantes. Du point de vue du contenu, l'accent devra être mis sur la connaissance des faits de violences et plus particulièrement des violences sexuelles et de leur impact sur la psyché des victimes.

**5.** Il est tout aussi pertinent pour assurer une garantie des ressources humaines de qualité, d'inscrire l'appui psycho sociale dans les écoles des travailleurs sociaux et dans le département de psychologie.

**6.** Le personnel médical devrait être formé, au-delà de l'approche genre, sur les techniques d'accueil et d'écoute des personnes victimes de violences et sur un protocole médical de prise en charge des victimes dans le sens d'élaborer des certificats médicaux de qualité. ONU Femmes s'est engagé à appuyer la mise en oeuvre de toutes ces recommandations.

# EDITORIAL

## Chers Partenaires, Chers Lectrices, Chers Lecteurs

Dr Maxime Houinato *Crédits : C. Bah*

Au moment où nous nous acheminons vers la fin de l'année, l'honneur nous revient, en tant qu'organe mondial de coordination des questions du Genre, de vous faire le bilan de l'an 2015 !

Déclarée « Année de la Femme », par les plus hautes autorités de par le Monde, 2015 revêt plusieurs symboliques pour notre lutte commune pour l'autonomisation de la femme, le respect de ses droits fondamentaux et l'abolition des inégalités basées sur le genre.

Année commémorative des 20 ans de la Conférence de Beijing et de son plan d'Actions, 2015 marque également l'échéance des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Aussi, dans quelques semaines, le monde fêtera les 15 ans de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, une résolution adoptée en octobre 2015 exigeant des états membres la participation effective des femmes dans les processus de gestion de paix et de sécurité.

C'est donc un plaisir pour la Représentation de ONU Femmes au Mali de vous présenter à travers le 3ème numéro de Mali Musow « Les Femmes du Mali » quelques grandes réalisations accomplies dans le cadre de l'autonomisation de la femme malienne pour l'édification d'une nation égalitaire.

C'est également une opportunité pour nous de vous présenter les temps forts ayant marqué l'actualité de ONU Femmes sur le plan mondial. Notamment : la rencontre de haut niveau que la Directrice Exécutive, Mme Phumzile Mlambo-Ngcuka, a tenue avec 70 Chefs d'Etats et Chefs de Gouvernements le 27 septembre 2015, en marge du 71ème sommet des Nations Unies; de même que le lancement d'un partenariat fort entre ONU Femmes et le secteur privé, d'éminents hommes et Femmes d'Affaires et Philanthropes des quatre coins du globe. Vous en lirez d'avantage en page 6 et 7 respectivement.

En 20 ans d'effort, nous sommes encore loins des résultats visés par Beijing en 1995 ; cependant l'espoir est permis ! Beaucoup a été fait non seulement au Mali mais partout ailleurs sur l'Agenda mondial de l'autonomisation de la femme. C'est donc l'occasion pour moi, au nom de ONU Femmes et de toutes les femmes du Mali de vous dire merci. Merci à vous tous et toutes, partenaires gouvernementaux, financiers, techniques, du secteur privé et de la Société Civile. Ensemble, mutualisons nos efforts pour faire avancer l'humanité car sans égalité entre les sexes, il ne saurait y avoir ni sécurité, ni développement, ni de sociétés stables.

Très cordialement,

***Dr. Maxime Houinato***
*Représentant Résident ONU Femmes Mali*

## DANS CE NUMÉRO


| | |
|---|---|
| Femmes & Santé | 2 |
| Commémoration de la 53ème Édition de la Journée Panafricaine de la Femme | 4 |
| Partenariat ONU Femmes - Secteur Privé | 6 |
| Femmes et Autonomisation Économique | 8 |
| Femmes - Paix et Sécurité | 10 |
| Processus de Paix au Mali : Déclaration Solennelle des Femmes au Président de la République | 14 |
| Échos des Régions | 18 |
| Forum Genre et Développement | 22 |
| Évaluation des Interventions de ONU Femmes en faveur des Femmes et des Filles | 24 |
| VIP Genre | 26 |
| Violences Basées sur le Genre | 27 |

## Commémoration dela 53ème Édition de la Journée Panafricaine de la Femme au Mali

***(Vendredi 31 juillet 2015 – Bamako ) A l'instar des autres pays africains, le Mali a commémoré le 53ème anniversaire de la Journée Panafricaine de la Femme. Plusieurs activités d'envergure avaient été organisées en amont et en aval de la Journée phare du Vendredi 31 juillet, où la célébration solennelle s'est tenue au Centre Internationale de Bamako sous le haut parrainage de la 1ère Dame, Epouse du Chef de l'Etat, Mme Keita, Aminata Maiga en présence de plusieurs membres du gouvernement dont Mme Sangaré Oumou Ba, la Ministre de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille. Etaient aussi présents, la Secrétaire Exécutive Régionale de l'Organisation Panafricaine des Femmes, La présidente de la Fédération des Communautés Africaines du Mali, nombreuses autres personnalités d'institutions internationales et régionales ainsi que plusieurs élus locaux et membres d'organisations féminines et de la société civile.***

Une vue sur la salle avec les délégations officielles au premier rang. *Crédits : abamako*

« ***Autonomisation des femmes et la lutte contre la pauvreté»*** était le thème national retenu cette année pour la commémoration de la Journée Panafricaine des Femmes au Mali. Une thématique qui vient à point nommé au regard de la condition générale de la femme dans la société malienne en ce 21eme siècle où l''année 2015 revêt une symbolique forte, à la « croisée des chemins pour le développement de l'Afrique et l'autonomisation des Femmes » selon Madame Diallo Kama SAKILIBA, la Secrétaire Exécutive Régionale de l'OPF. Cette année marque sur le plan mondial l'échéance des OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement) après quinze ans de mise en œuvre par les Etats et 20 ans d'application du Plan d'Actions de Beijing adopté lors de la 4ème Conférence Mondiale sur l'Agenda Genre en 1995. Sur le plan régional, l'an 2015 marque aussi les douze ans de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relatifs aux Droits de la femme et Cinq ans de mise en œuvre depuis la déclaration de la Décennie de la Femme Africaine 2010-2020. C'est pourquoi, la Présidente de la Fédération des Communautés Africaines du Mali (FECAM), Mme Camara Astan Camara, a profité de l'occasion pour inviter les dirigeants africains à lutter efficacement contre les nombreuses entraves aux processus d'autonomisation des femmes telles que les violences basées sur le genre.

> ***« ... Relever l'investissement dans l'égalité entre les sexes est un investissement dans la croissance économique et le développement du pays »***
> S.E. Mme Sangaré Oumou BA - Ministre de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille.

Au Mali, les femmes représentent plus de la moitié de la population selon le 4ème recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 2009). Ce poids démographique n'est malheureusement pas reflété sur le plan socio-économique. Encore très marginalisées et sous représentées dans les instances nominatives et électives, très peu de femmes ont accès aux ressources agricoles bien qu'elles représentent 49 pourcent de la population active agricole et assurent plus de 70 pourcent de la production alimentaire. Face à une telle situation, les propos de Madame Sangaré Oumou Bah, Ministre de la Promotion de la femme de l'Enfant et de la Famille ont été que : « Le thème retenu conforte la dynamique enclenchée pour l'émergence des femmes et pour leur contribution efficace et efficiente à la relance économique …. les femmes doivent disposer de moyens adéquats pour pleinement participer et contribuer à la croissance et au développement de la nation ». Il s'agit spécifiquement d'un accès plus facile aux moyens de production, aux biens fonciers, les infrastructures agricoles, la formation et l'information sur les marchés économiques, l'emploi ainsi que les services financiers.

Pour Mme Keïta Aminata Maiga, épouse du Chef de l'Etat le thème de cette année est en parfaite adéquation avec la décision des Chefs d'Etats Africains de faire de l'année 2015, l'Année de l'Autonomisation de la Femme et du développement en Afrique pour la concrétisation de l'agenda 2063. Une décision porteuse d'espoir, car elle illustre l'engagement et la reconnaissance des plus hautes autorités africaines du rôle incontournable des femmes dans la réalisation des objectifs de l'Agenda 2063. Aussi, la Première Dame a profité pour lancer un appel envers la jeunesse, particulièrement la jeunesse féminine pour plus d'engagement et de participation dans le développement de l'Afrique.

Les différents discours ont été égayés par la projection d'un film sur l'OPF, des sketch et des animations musicales de la fanfare nationale féminine et de l'Ensemble instrumental du Mali.

La commémoration de la Journée Panafricaine a aussi été une occasion pour célébrer les actes de bravoure, d'engagement et d'altruisme et de détermination accomplis par les femmes et les hommes qui ont joué un rôle extraordinaire dans l'histoire de leurs pays et de leurs communautés pour l'atteinte d'une société égalitaire. Ainsi des tableaux d'honneur célébrant douze femmes africaines pionnières du mouvement féministe en Afrique ont été remis à certaines personnalités et organisations dont ONU Femmes en gage de reconnaissance pour leur soutien à l'autonomisation de la femme africaine.

Pour rappel, c'est le 31 juillet 1962 qu'est née l'organisation panafricaine des femmes suite à la participation de ces pionnières africaines au Congrès de la Fédération Démocratique Internationale des femmes à Vienne en Autriche, en 1958. Initialement connue sous le nom de la «Conférence des Femmes Africaines » c'est en 1974 que le Congrès adopta le nom d'« Organisation Panafricaine des Femmes ».

La date du 31 juillet symbolise donc non seulement la date de création de l'Organisation mais aussi l'opportunité de capitaliser les réalisations accomplies en faveur de l'égalité des sexes, renforcer les débats autour des droits de la femme et du développement en Afrique. En 53 ans, nous avons avancé certes ; mais beaucoup reste à faire pour l'émancipation de la femme africaine et l'atteinte de sociétés africaines émergentes et égalitaires comme l'a décrié Dr. Maxime Houinato, Représentant Résident de ONU Femmes lors de son allocution « Il est grand temps de changer et de faire bouger les choses au profit des femmes » car là résident les gages d'une Afrique stable et émergente.

***« Certaines de nos sœurs occupent des fonctions de Premier ministre et même de Chef d'Etat. Cependant, elles restent toujours confrontées à des pesanteurs socioculturelles, sans oublier les multiples conflits armés, qui soumettent à dure épreuve leur engagement et qui entravent leur plein épanouissement…. Nous devons œuvrer pour que le combat pour l'autonomisation et le leadership de la femme soit de plus en plus une réalité»***

Mme Keita, Aminata Maiga - Première Dame du Mali

# Deux Proéminents Hommes d'Affaires Maliens à l'Honneur lors de la Rencontre de la Directrice Exécutive avec les Philanthropes et Monde des Affaires

La Directrice Exécutive ONU Femmes - Mme Phumzile Mlambo Ngcuka (en bleu au centre) avec les participants du forum.
*Crédits : R. Brown / ONU Femmes*

Le 26 Septembre 2015, ONU Femmes, la Fondation Bill & MELINDA GATES et le Groupe ALIBABA de Chine ont co-présidé un forum de haut niveau avec les grands chefs d'entreprises et philanthropes de par le monde. C'était au Quartier Général d'ONU Femmes à New York, en marge de la 71ème session de l'Assemblée Générale des Nations Unies pendant laquelle les États membres ont adopté les nouveaux Objectifs de Développement Durable (ODD). L'égalité des sexes est une condition essentielle pour l'atteinte de ces objectifs. Un gap considérable réside encore dans le financement des programmes dédiés à l'autonomisation des femmes et les filles.

Pour faire face à cet important défi, ONU Femmes a invité les hommes et femmes d'affaires ainsi que les grands philanthropes du monde à accompagner ses efforts par la mise à disposition de ressources adequates pour le financement de ses programmes. Le forum du 26 Septembre a été une occasion spéciale pour fournir aux hommes et femmes d'Affaires et philanthropes une plateforme unique de partenariat en vue d'accompagner activement le travail d'ONU Femmes et sa vision d›une Planète 50-50 à l'horizon 2030.

Plus de 60 participants représentant une trentaine d'entreprises et une dizaine de fondations ont ainsi répondu à l'appel d'ONU Femmes en s'engageant à hauteur de 20 millions de dollars USD pour financer les programmes d'égalité les sexes.

En tant que co-organisateur du Forum, M. Jack Yun Ma, Président Exécutif du Groupe Alibaba a donné une contribution de 5 millions USD. Mme. Melinda Gates, Co-Présidente de la Fondation Gates s'est engagée à donner 1 million de dollar USD.

***«J'ai des entreprises dont le personnel est presque 100% féminin. Je connais les capacités des femmes dans les affaires. Elles sont de grandes travailleuses avec des qualifications exceptionnelles de dirigeantes. Raison pour laquelle dans certaines de mes entreprises, je n'ai pas hésité à donner tous les postes critiques de responsabilités et de décision à des femmes.»***

Les hommes et femmes d'affaires Africains ont également répondu à l'appel notamment le magnat malien M. Mamadou Coulibaly, Président du Groupe Kledu, et M. Diadié dit Amadou Sankaré, un jeune entrepreneur prospère du Mali - Président SAER/ Mali Créances.

Un ardent défenseur de l'émancipation économique des femmes, M. Coulibaly accompagné de son épouse et partenaire d'affaires, Madina Tall, a promis 1 million de dollars USD pour soutenir les programmes d'autonomisation économiques des femmes particulièrement d'appui aux femmes entrepreneuses.

***«... Le partenariat ONU Femmes avec les acteurs du secteur privé ajoutera un sens à nos actions. Aider les femmes, c'est aider l'humanité, quelque chose que l'on doit faire naturellement sans pour autant s'attendre à une quelconque reconnaissance».***
M. Diadié dit Amadou Sankaré

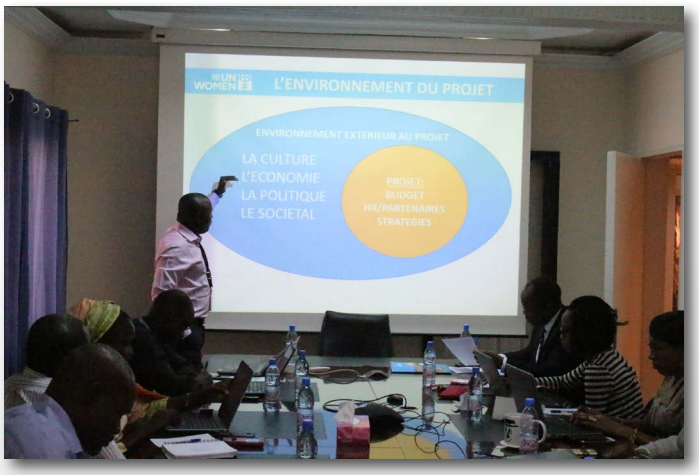
Tout en annonçant sa contribution de 500 000 dollars USD, M. Diadié dit Amadou Sankaré s'est personnellement engagé à promouvoir l'égalité des sexes : «Je reste à votre disposition pour plaider et engager mes collègues hommes d'affaires à soutenir les efforts d'ONU Femmes». Il a aussi remercié ONU Femmes pour l'occasion qui lui a été ainsi offerte pour formaliser certaines des actions qu'il mène déjà en faveur des femmes sans pour autant les capitaliser.

La participation d'autres chefs d'entreprise africains et philanthropes est également à souligner tels que James Mwangi, le PDG de l'Equity Bank basée au Kenya, SK Macharia, fondateur de Royal Media Services au Kenya et Daphne Mashile - Nkosi , Présidente de la gestion Kalagadi (Afrique du Sud) et Mme Folorunsho Alakija, qui est classée comme la femme la plus riche d'origine Africaine dans le monde.

Étaient aussi présents, les grandes multinationales telles que Coca-Cola, Unilever, Cisco, Infosys, le Groupe Sun Media, Mastercard, H&M, Citibank, la Fondation Ford et la Fondation General Electric étaient également présents.

Ce lancement du partenariat ONU Femmes avec le Secteur Privé sera prochainement repliqué au niveau pays au mois de Novembre à Bamako (Mali).

## ACTUALITÉS ONU FEMMES : Session de Formation Interne du Staff sur la Gestion Axée sur le Résultat (17 Septembre)



## Au Mali, l'Énergie Renouvelable Renforce la Production Agricole

***ONU Femmes appuie plus de 500 femmes maliennes dans 13 communes rurales à travers une transformation du paysage économique et social pour soutenir leur résilience dans un contexte de changement climatique.***

Démonstration de l'utilisation du four solaire par des femmes à Ntombougou. *Crédits : ONU Femmes*

Au Mali, plus de 77 pour cent des femmes vivent en milieu rural, selon le 4e recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 2009). Bien qu'elles aient très peu de contrôle sur les ressources, y compris la terre et le crédit, elles représentent 49 pour cent de la population active agricole et assurent plus de 70 pour cent de la production alimentaire.

Pour lutter contre les facteurs défavorables à l'émergence économique et sociale des femmes, le programme « Appui à L'Autonomisation Economique des Femmes Rurales du Mali dans le Contexte de l'Insécurité Alimentaire et du Changement Climatique » est une initiative conjointement mise en œuvre par ONU Femmes et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Sur financement Suédois, le projet porte essentiellement sur la mise à disposition de 13 unités-pilotes de transformation et commercialisation de produits locaux, toutes utilisant des sources d'énergies renouvelables (solaires et gaz), dans trois régions du Mali (Koulikoro, Ségou et Mopti) et dans la périphérie de Bamako.

Le projet fournit des équipements, comme des moulins, des congélateurs et des séchoirs qui fonctionnent avec de l'énergie solaire, et des mixeurs et des lampes au gaz pour éclairer le bâtiment où le collectif travaille sur sa production. Au Mali, le taux d'électrification est seulement de 18 pour cent, selon M. Cheick Sanogo, le Directeur de l'AMADER. Pour la plupart de ces femmes, cette énergie renouvelable est la seule source d'énergie de tout leur village.

Après une formation, les femmes utilisent ces équipements pour extraire, sécher, moudre ou traiter les fruits et produits locaux tels que la mangue, le gingembre, le tamarin ou la fleur d'Hibiscus en sirop, jus, confitures et croquettes séchées. Certaines céréales comme le mil et le fonio sont transformées en farine, couscous et d'autres mets locaux (déguè, moni, etc.)

Pour Mme Kadidia Diawara, Maire de la commune rurale de Dandougou Fagala, Région de Mopti, ce projet ne bénéfice pas uniquement aux femmes, mais à toute la communauté. « Avant l'installation des unités, les périodes de soudure (période entre deux récoltes) étaient des périodes de grands endettements pour la commune ; maintenant avec la vente des produits, la commune arrive à faire face à toutes ses dépenses et à payer tous les salaires » déclare-t-elle.

Il fallait également assurer la disponibilité des femmes pour la production car beaucoup de tâches reposent sur elles, notamment la recherche du bois de chauffe – une corvée qui pèse non seulement sur les femmes mais aussi sur l'environnement. Une des principales causes de la déforestation au Mali reste la coupe du bois qui assure 75 pour cent de la consommation énergique selon les données avancées par l'AMADER.

C'est pourquoi, en plus de la technologie novatrice apportée avec les unités de transformation, un autre objectif du programme a été de doter les femmes en foyers améliorés pour diminuer la consommation en bois de chauffe et ainsi réduire le temps consacré à sa recherche. 5 000 ménages ont été sensibilisés et équipés en foyers améliorés dans les 13 localités concernées. « Il y a une grande différence, avec les nouveaux foyers améliorés, trois bûches suffisent maintenant pour faire la cuisine », dit Madame Bouaré Djénéba Traoré, une des bénéficiaires de Monimpébougou. « Ceci me permet d'économiser mon stock, j'ai plus de temps libre à consacrer à mes activités de production ».

Maintenant que les femmes sont un peu plus libres et qu'elles ont acquis des expériences dans la transformation des produits agricoles, ONU Femmes constitue la deuxième phase du projet avec le renforcement des capacités en gestion d'entreprises, y compris le traitement et la tenue correcte des documents comptables, et en techniques de marketing et de commercialisation.

En plus des profits financiers, d'autres bénéfices non quantifiables ont aussi été attribués au programme, parmi lesquels l'entente, la solidarité et l'esprit d'équipe qui en sont ressortis entre les femmes elles-mêmes.

Selon Mme Samaké Kadiatou Traoré, une des femmes bénéficiaires de l'Unité de Massakoni, Région de Ségou: « Avant nous ne nous fréquentions pas, mais maintenant on se connaît beaucoup mieux grâce au projet. En dehors des activités de production, nous nous rendons visite et nous nous épaulons en cas de problèmes ; cela n'existait pas avant ».

S'ajoutent d'autres témoignages, particulièrement ceux recueillis auprès des maris des bénéficiaires. Cette solidarité ne s'est pas que limitée aux niveaux des femmes. Pour M. Traoré, époux d'une bénéficiaire de Monimpédougou (Région de Koulikoro) : « Il y a peu de disputes entre les hommes dans un village où les femmes sont unies ».

Lancé en mars 2013, le projet est appuyé par le Royaume de la Suède (1 400 000 dollars USD) et le concours de l'Agence Malienne pour le Développement de l'Energie Domestique et de l'Energie Domestique et de l'Electrification Rurale (AMADER). Les 13 unités-pilotes de transformation ont été installées avec l'assistance d'organisations locales telles que : ACTION MOPTI, l'Association pour la promotion de la femme et de l›enfant, et la Convergence d'Actions pour la Réduction de la Pauvreté au Mali, en collaboration avec les associations et coopératives des femmes des zones concernées.

Il s'agit pour ONU Femmes et ses partenaires d'assurer la durabilité des investissements et de garantir une autonomisation économique durable aux femmes, dans un environnement difficile où des crises successives éprouvent l'approvisionnement en matières premières, et où il existe aussi une déconnection croissante entre les productions rurales et les habitudes alimentaires urbaines.

Pour M. Maxime Houinato, Représentant Résident d'ONU Femmes, il est important de maintenir les acquis et de continuer avec la dynamique de ce projet. « Maintenant ces femmes rurales commencent à être impliquées dans les processus de prises de décisions. Il est donc opportun de les soutenir dans l'acquisition de ces processus ».

Avec les succès atteints, le programme, sera élargi à d'autres régions du Mali, dans le cadre général du renforcement des collectivités locales, un appui d'ONU Femmes à la politique nationale de décentralisation et les programmes de résilience au Sahel.

Une femme démontre l'efficacité d'un foyer Nafama comparé au foyer traditionel à Ntombougou.
*Crédits : ONU Femmes/ F.Kanakomo*

## Formation des Femmes Leaders en Gestion des Conflits, Leadership et Genre

Vue d'ensemble de la salle lors de la session. *Crédits : ONU Femmes*

Afin de matérialiser la contribution des femmes à la résolution des conflits au maintien de la paix, ACORD a organisé un atelier de formation de 42 femmes leaders au Centre Aoua Keita de Bamako du 4 au 8 août 2015. La formation a porté sur la gestion des conflits, le leadership et le genre. Elle a été organisée en partenariat avec la Plateforme des Femmes leaders du Mali dont de nombreuses organisations membres sont présentes dans tout le pays. Elle a été animée par une équipe composée par une Experte internationale en Genre, gestion des conflits d'ACORD et une Consultante nationale. La formation a été organisée grâce à l'appui d'ONU Femmes sur un financement du Japon.

Elle avait pour objectifs d'aider les femmes leaders à transcender les conflits internes de leadership, de pouvoir et de compétition autour des ressources et opportunités, de bâtir une meilleure cohésion par leur transformation personnelle et collective en tant que membres d'organisations de la société civile malienne. Sur cette base leurs connaissances sur les thématiques de leadership, de gestion des conflits et genre sont rafraichies, améliorées et consolidées.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Secrétaire Général du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF). Pour le Secrétaire Général, cette formation vient à point nommé car elle répond aux enjeux du contexte du Mali. Il a partagé son vécu sur le rôle des femmes durant la crise au Nord et a réaffirmé son engagement d'accompagner les femmes leaders du Mali pour la réalisation de leurs objectifs. Il les a invitées à saisir l'opportunité des prochaines élections locales pour débattre sur la construction de la paix, sur le vote de la loi sur les quotas car « il faut demander son droit pour pouvoir exercer son devoir » dit-il. Les allocutions de la Chargée de Programmes représentant le Représentant Résident d'ONU Femmes au Mali, de la Directrice d'ACORD Mali et de la Présidente de la Plateforme des Femmes leaders du Mali ont ensuite été faites.

La formation a utilisé des méthodologies participatives qui ont consisté en des présentations et des débats en plénière, l'organisation de groupes de travail, la présentation d'études de cas, des jeux de rôles et des simulations, la mise à disposition des outils d'analyse (le cube du pouvoir par John GARANTA, l'analyse des conflits avec l'oignon, les utilisations différentes du citron selon les

Des participantes de la formation. *Crédits : ONU Femmes*

besoins, etc.), le partage des expériences par les participantes et les formatrices elles-mêmes.

Une présentation sur l'état des lieux du Plan d'Action National 2015-2017 pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 (qui doit être adopté par le Gouvernement du Mali) a été suivie par celle de la Conseillère Technique du Ministère de la Réconciliation Nationale sur les Accords de paix issus du processus d'Alger. Les débats autour de son organisation, des négociations, de la participation des femmes et les dissensions qui étaient apparues entre elles, le rôle de l'Etat central dans la mise en œuvre de l'Accord, l'utilisation du terme Azawad dans le document, la réforme de la sécurité, ont permis aux participantes de mieux comprendre l'esprit de l'Accord et les prochaines étapes.

Les participantes ont notamment relevé le grand rôle joué par les femmes leaders du Mali pendant la période de mars 2012 à janvier 2013. Elles avaient organisé des marches pacifiques et des sit-in, rencontré les responsables de la Junte pour exiger le retour à l'ordre constitutionnel, apporté un soutien moral, matériel et financier aux femmes déplacées et aux familles d'accueil, etc. Elles estiment que le PAN de la R1325 intervient dans un contexte crucial de retour du Mali sur le chemin de la paix, mais que son efficacité dépendra de la capacité organisationnelle du MPFEF à bâtir un partenariat stratégique avec les autres Départements ministériels, les OSC et les PTF. Il a été réaffirmé que la participation des femmes à la prévention des conflits, la recherche de paix et la sécurité est une question de justice, d'équité et d'exigence démocratique. Ce qui nécessitera sans doute, l'adoption des mesures appropriées visant à soutenir les femmes et leur donner des moyens pour leur reconstruction économique et sociale.

L'analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces pour les OSC féminines a été utilisée pour que les femmes fassent une réflexion sur la dynamique de collaboration au sein de leurs organisations, situent les divergences et les causes des conflits, conviennent des solutions et surtout s'engagent personnellement à y contribuer. L'objectif recherché était que les femmes réalisent que la résolution des conflits internes dépend de leur propre volonté de changer de comportement, d'accepter de se remettre en question, d'utiliser les règles démocratiques et de bonne gestion, d'accepter de collaborer entre elles pour être plus efficaces. La méthodologie utilisée a permis à chacune des participantes de faire une réflexion personnelle sur son engagement associatif, individuel et collectif. Pour conclure cette partie, la Présidente de la Plateforme a partagé son expérience personnelle concernant les problèmes survenus pour assurer la participation des femmes à Alger, le vote du Code de la Famille et des personnes pour illustrer les blocages et le manque de cohésion des femmes pour parler d'une même voix.

Remise d'une attestation de participation par le Représentant Résident.
*Crédits : ONU Femmes*

La session sur l'exclusion sociale a utilisé un exercice pratique qui met en lumière les préjugés, les valeurs personnelles et les critères souvent subjectifs, qui sont utilisés par les décideurs et qui conduisent à une exclusion de groupes défavorisés, dont les femmes. Les femmes leaders ont réalisé qu'elles sont elles-mêmes souvent orientées par ces critères subjectifs dans la gestion de leurs associations. Ce qui conduit à développer des perceptions négatives et de la méfiance envers d'autres femmes à cause de leur identité, statut, provenance géographique, âge, etc. Les échanges ont aussi porté sur les relations entre les hommes et les femmes qui sont modelées par le cercle familial, l'école, le milieu de travail, les institutions, les médias ... Ceux qui ont le pouvoir d'agir discriminent volontairement ou involontairement, par manque d'information, ou sont réconfortés par les préjugés et stéréotypes enracinés.

Ensuite, les sessions sur le concept de leadership ont permis de mieux comprendre les styles de leadership et les types de leader, la nécessité pour le leader d'avoir une vision pour influencer les autres, d'être inclusif et redevable à sa base, d'accepter les feedbacks pour s'améliorer et la préparation de la succession qui est un sujet sensible au sein des organisations féminines. L'utilisation de l'exercice de simulation a d'abord commencé avec une célèbre chanson de Feue la cantatrice Tara Boré qui rappelle aux leaders du Mali des années 60 que personne n'est indispensable.

► ... lire la suite en page 12

## Femmes - Paix et Sécurité : Formation des Femmes Leaders en Gestion des Conflits, Leadership et Genre (Suite)

Elle a été complétée par une introspection personnelle de chacune des participantes sur sa propre disparition et sur les témoignages reçus lors de la veillée funèbre, qui a fortement marqué les esprits sur ce que les femmes leaders souhaitent que l'on retienne d'elles après leur disparition. Une citation de Bob Marley a illustré cet exercice : «ne vis pas pour que ta présence se remarque mais pour que ton absence se ressente». L'emphase a été mise sur les leaders transformationnels qui articulent une vision convaincante sur l'avenir, communiquent leur vision sur l'importance d›avoir un sens élevé du but et une mission collective, suscitent la confiance et le respect de leurs membres, alliés ou partenaires, parlent de leurs valeurs et croyances, recherchent différentes perspectives lors de la résolution des problèmes, passent du temps à l'apprentissage et au coaching et examinent chaque membre comme unique et différent dans ses besoins, capacités et aspirations, font preuve de compassion, sont reconnaissants et célèbrent les contributions et les réalisations de chacun.

Les échanges sur la dynamique des pouvoirs et la résolution des conflits ont été introduits par la définition du concept du pouvoir et son potentiel, la dynamique de pouvoir au sein des groupes, les besoins-intérêts-positionnements, les facteurs qui influencent les conflits dans les groupes, la dynamique de groupes et les trois visages du pouvoir (visible, caché et invisible). Des travaux de groupes ont permis aux femmes leaders de proposer des stratégies communes et des argumentaires pour influencer les décideurs pour le vote de la loi sur les quotas nominatifs et électifs et la loi sur les VBG.

Les échanges sur les concepts de paix, de prévention et résolution de conflit ont permis de discuter sur les concepts comme l'entente, l'absence de violence, la solidarité, l'amour de l'un envers l'autre, la bonne gouvernance, le contrôle citoyen, la redevabilité comme des éléments pouvant contribuer à la paix. Quant à l'alternance démocratique, elle permet d'assurer la continuité, le dialogue social, la stabilité, le développement. Ainsi on peut déduire que la mauvaise gouvernance entraîne des conflits.

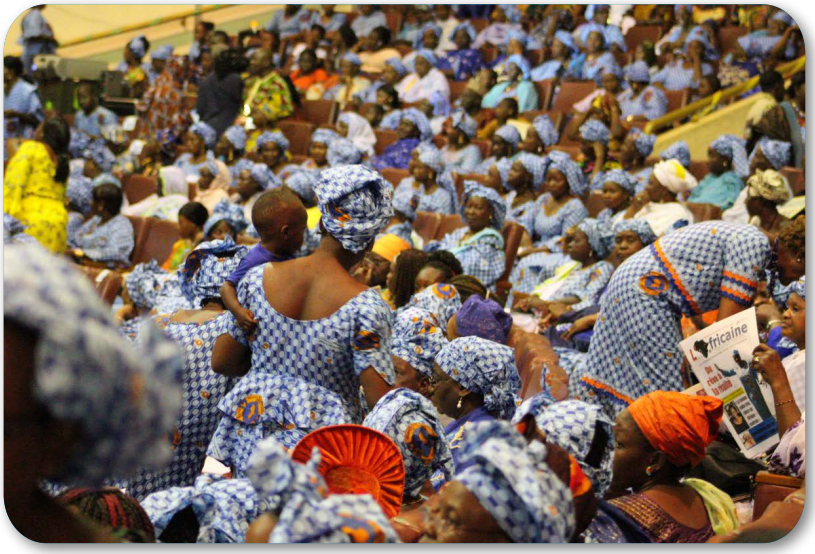
Il est noté que le leader ne cherche pas à éviter les conflits, à les étouffer ou les décaler car le conflit peut être productif, faire émerger des alternatives, de nouvelles solutions. Les conflits sont vus comme une opportunité par un leader et un conflit résolu fait grandir les parties en conflit. La recherche de la solution « gagnant-gagnant » comme méthode de résolution de conflits a été retenue par les participantes car elle permet aux différentes parties d'adhérer, de coopérer, de pardonner et d'aller à la paix. Il s'agit donc d'apprendre à gérer les conflits en cherchant à écouter les deux parties, comprendre l'une et l'autre, sa position, ses intérêts, sa motivation, ses besoins profonds, cachés et chercher au-delà de ce que la personne veut en utilisant l'outil de l'oignon. Les témoignages personnels des participantes sur une situation de conflit qu'elles ont eu à gérer leur ont permis d'analyser les stratégies qu'elles avaient adoptées et de mettre en pratique les nouvelles connaissances acquises.

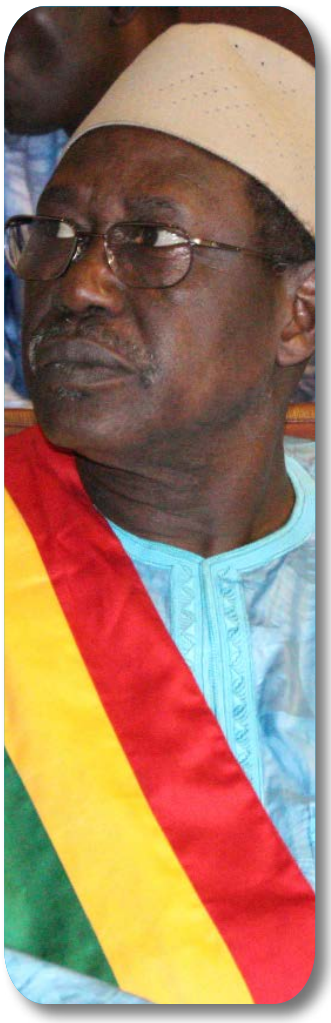
A la fin de la formation, les participantes ont insisté sur le besoin de construire l'union et la redevabilité dans les organisations féminines par un changement de comportement afin d'avoir plus d'impact dans leurs actions. Elles ont demandé à être accompagnées pour dupliquer et restituer la formation au niveau local avec l'assistance de la Plateforme des Femmes leaders et d'ACORD. Et aussi d'assurer le suivi avec la production de rapports et une liste de présence lors de chaque restitution.

L'activité a été clôturée par une remise d'attestations de participation, une intervention du Représentant Résident d'ONU Femmes au Mali pour expliquer la vision et assurer l'appui d'ONU Femmes à la cause des femmes du Mali, les remerciements de la Directrice d'ACORD Mali. Des chansons et danses du Nord ont célébré la satisfaction des participantes, leur engagement pour améliorer la cohésion entre elles et leur appel à la paix.

Photo de famille des participants. *Crédits : ONU Femmes*

# Journée Panafricaine de la Femme en Images





# PLATEFORME DES FEM

## PARTICIPATION A LA CONSTRUCTION D'UNE PAI

### Nous, femmes du Mali, réunies
### à l'initiative de la Plateforme des Femm

- **Considérant qu'une paix durable** ne peut se construire au Mali sans l'implication et la participation effectives des femmes à tout le processus, à tous les niveaux,

- **Engagées** à contribuer à la stabilisation, la reconstruction nationale et la consolidation de la paix dans notre pays, par la mise en oeuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale issu issu du processus d'Alger, signé à Bamako le 15 mai 2015,

- **Nous référant aux Conventions et Accords internationaux et régionaux** signés et ratifiés par le Mali, ainsi qu'aux différents textes réglementaires et législatifs nationaux, notamment la Constitution de la République du Mali (1992) et :

- **La Convention sur l'Elimination de toutes les formes de Discrimination à l'Egard des Femmes (CEDEF**, 1979), qui stipule dans son Préambule : «les Etats doivent tout mettre en oeuvre pour adopter des mesures nécessaires à la suppression de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes»,

- **Les Stratégies de Nairobi (1985)**, qui réaffirme la participation des femmes aux affaires civiles politiques, économiques et au développement de la coopération et la paix internationale,

- **La Plateforme d'action de Dakar (1994)**, qui reconnait qu'il importe que les femmes participent activement dans les mécanismes pour la prévention, la gestion et la résolution des conflits et y apportent leur contribution,

- Qu'assurer une représentation paritaire de la participation des hommes et des femmes dans les négociations sur la paix et dans la résolution des conflits est nécessaire dans ce domaine,

- **Le Programme d'action de Beijing (1995)**, qui réaffirme le renforcement du pouvoir d'action des femmes et leur pleine participation sur un pied d'égalité à tous les domaines de la vie sociale, y compris aux prises de décisions et leur accès au pouvoir, sachant que ce sont des conditions essentielles à l'égalité, au développement et à la paix et qu'en plus les droits des femmes sont des droits fondamentaux de la personne,

- **Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (2000)**, qui dans son objectif 3 promeut l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et indique les éléments clés de la participation sociale, économique et politique des femmes et fournissent des informations utiles pour construire des sociétés équitables.

- **La Politique Genre de la CEDEAO (2002)**, qui préconise «une société dans laquelle les femmes et les hommes prennent part, décident, contrôlent et bénéficient des activités de développement communautaire»,

- **Le Protocole à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relatif aux droits de la femme en Afrique, (Protocole de Maputo, 2003),**

- **La Déclaration solennelle des Chefs d'États de l'Union Africaine sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique (2004)**, à travers sa Politique Genre, adoptée en 2008, qui recommande aux Etats «des mesures pour appliquer le principe de parité»,

- **Les Résolutions 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 et 1889 (2009), 2106 et 2122 (2013) du Conseil de Sécurité des Nations Unies**, relatives à la participation des femmes dans la gestion et la résolution des conflits,

- **Le Protocole sur les mécanismes de prévention et règlement des conflits et construction de la paix de la CEDEAO (2007)**, qui reconnaît, encourage et appui le rôle des femmes dans ses initiatives de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité,

- **Les Résolutions 2100 et 2164 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur le Mali**, qui instruit de faciliter tous progrès dans le sens d'un dialogue national sans exclusive et l'entreprise de réconciliation, en particulier le processus de négociation, y compris en renforçant les capacités de négociation et en favorisant la participation de la société civile, dont les associations féminines ; qui exhorte les autorités maliennes à intensifier leur lutte contre l'impunité,

# MES LEADERS DU MALI

## X DURABLE DECLARATION DES FEMMES DU MALI

## à Bamako les 15 et 16 juin 2015
## es Leaders, avec l'appui de ONU FEMMES

- **L'Acte additionnel de la CEDEAO sur l'égalité hommes / femmes** adopté à Accra le 19 Mai 2015, lors du 47ème Sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernement
- **La Politique Nationale Genre du Mali**, adoptée le 24 novembre 2010,

**Demandons solennellement à Son Excellence Monsieur le Président de la République, au regard du rôle fondamental que lesfemmes du Mali ont toujours joué dans le règlement des conflits, la cohésion sociale, la préservation et la consolidation de la paix :**

- **Une plus forte participation des femmes et le respect de la parité** dans toutes les instances de mise en oeuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale issu du processus d'Alger, signé à Bamako le 15 mai 2015, notamment le Comité de Suivi de la mise en oeuvre de l'Accord, le Conseil National de la Réconciliation, la Commission Nationale Démobilisation, Désarmement et Réinsertion (DDR), les Commissions techniques, les Commissions consultatives, la Commission Vérité, Justice et Réconciliation(CVJR), les services de Justice transitionnelle et leurs démembrements,
- Que la Présidence des instances de mise en oeuvre de l'Accord de paix soit **attribuée de manière paritaire,**
- Que les besoins des femmes soient spécifiquement pris en compte avec l'allocation par l'Etat de 10% des bénéfices de l'exploitation des Ressources Naturelles, notamment Minières, aux Projets et Programmes dédiés à leur autonomisation.

**Fait à Bamako, le 16 Juin 2015**
**La Plateforme des Femmes Leaders du Mali**

# Journée Panafricaine de la Femme en Images

## Femmes - Paix et Sécurité : Programme ONU Femmes / Suède dans les Régions de Mopti, Gao et Tombouctou et celui du Japon à Gao

Le troisième trimestre 2015 a vu évoluer deux programmes ONU Femmes dans la région financé par la Suède et le Japon. Ces programmes ont été exécutés dans le cadre de la gestion post crise à travers des activités de formation et d'information, de sessions de plaidoyer auprès des leaders communautaires pour une implication effective des femmes dans les processus de paix et de réconciliation.

À ceci s'ajoutent des activités de réinsertion Socio-économique des Femmes affectées par le Conflit. Malgré la situation sécuritaire qui reste toujours précaire dans les régions nord du Mali, les activités programmées sont toujours mises en œuvre dans ces régions avec le concours des organisations locales dont AMPRODE Sahel, Greffa, FCI Mali, ASG, ACORD Mali, REPSFECO et GAAS Mali.

Cependant certaines ont été reportées à causes des nombreux risques sécuritaires : attaques des humanitaires ; lancées de rockets ; affrontements entre les Groupes armés et les forces armées de sécurité maliennes et mêmes les forces Barkhane. Les partenaires ont pu réaliser les actions suivantes.

### Partenariat ONU Femmes, ACORD Mali, GREFFA, AMPRODE Sahel :

Il faut noter :

Formation de 150 femmes leaders et des membres des associations de survivantes de VBG sur les mécanismes de la justice transitionnelle et de la réconciliation nationale en vue de leur implication dans les cadres de dialogue et aux sessions de la CVJR dont 45 femmes à Tombouctou, 42 à Ségou et 32 à Mopti

Formation de 48 formateurs sur la Transformation des conflits à travers le Modèle de Rétablissement de la Paix Sociale à l'échelle Communautaire (modèle RPSC) à Gao.

Formation de 50 leaders et des membres des associations de survivantes de VBG dont 46 femmes sur les mécanismes de la justice transitionnelle et de la réconciliation nationale en vue de leur implication dans les cadres de dialogue et aux sessions de la CVJR.

Identification de 60 femmes leaders et jeunes en raison de 20 par commune, dans les communes de (Ménaka, Inekar, Anderamboucane) pour servir de relais;

03 plans d'actions communaux ont été élaborés pour l'organisation de causeries/débat sur la promotion du genre et la gestion pacifique des conflits en raison d'1 plan par commune et dans les communes de (Ménaka, Inekar, Anderamboucane) ;

2 sessions de plaidoyer ont été organisées à Ansongo et Bourem par AMPRODE Sahel.

3 sessions de formations ont été organisées à Gao sur les thématiques liées aux mécanismes traditionnels de prévention et de résolution des conflits pour les communes de Gao, Gounzourèye, Gabéro, Soni Ali Ber, N'Ntillit et Anchawadj ;

120 femmes et jeunes ainsi que 03 représentants des radios locales choisis par le projet pour mener les actions de causeries éducatives et de sensibilisation ont été formés.

2 sessions de formations ont été organisées sur les thématiques liées aux mécanismes traditionnels de prévention et de résolution des conflits à Ménaka pour les communes de Ménaka, Inekar et d'Anderamboucane ;

60 femmes et jeunes ainsi que 02 représentants de la radio Adar de Ménaka choisis par le projet pour mener les actions de causeries éducatives et de sensibilisation ont été formés.

Toutes les activités et réalisations ont pour but de sensibiliser les populations et les leaders sur les droits et les priorités des femmes dans le contexte actuel du Mali.

Par ces partenariats, ONU Femmes entend consolider les capacités locales pour que les systèmes traditionnels et modernes de préventions et de gestion des conflits puissent concourir au maintien dela paix et de la cohesion sociale dans les communautés malienes.

## Femmes - Paix et Sécurité : Formation des Formateurs sur le Modèle de Rétablissement de la Paix et la Sécurité à l'Échelle Communautaire (RPSC) – Gao du 21 au 31 juillet 2015

Une vue sur les participants. *Crédits : ONU Femmes*

Dans le cadre de la mise en œuvres des activités du Résultat 2 du projet Appui au Renforcement des Capacités (ARC) des Femmes & Paix financé par ONU Femmes sur fonds de la Suède, 48 formateurs/trices issus des ONG locales partenaires d'ONU Femmes et des personnes ressources de la région de Gao ont été formés sur l'approche de RPSC. Organisée conjointement par ACORD, GREFFA et AMPRODE sous la supervision de la Direction Régionale de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille (DRPFEF) de Gao avec l'appui des personnes ressources de Gao (soit 2 personnes pour chacune des 24 communes). Les formateurs étaient composés de 50% de femmes sur la base de la participation d'une femme et d'un homme pour la représentativité de la commune. Les cérémonies d'ouverture et de clôture étaient présidées par le Gouverneur de la région de Gao représenté par son Directeur de Cabinet en présence du représentant de ONU femmes le chargé de programme VBG/Paix et Sécurité. Cette formation a été assurée par deux expertes internationales de ACORD. Mmes : Sophie Havyarimana et Léonie Abela Sendegeya, toutes basées à Nairobi. Le module enseigné a été adapté au contexte de Gao à travers les informations de l'analyse des conflits et la participation des femmes. Il a été complété par les informations sur le mandat, la vision et les expériences de ONU Femmes. Cette approche adoptée est inclusive et permet de rendre rapidement les participants opérationnels sur le terrain à partir du maître mot de cet atelier. Faire de l'inclusion et la diversité ethnique qui intègrent les sensibilités, impulsent les dynamiques de transformation pour influencer les pensées, les attitudes afin de s'engager dans les efforts locaux de paix, ou ayant une influence positive au niveau communautaire en tant que (femmes, hommes, jeunes, leaders traditionnels ou religieux, communicateurs modernes ou traditionnels, etc.). 13 thèmes ont été dispensés lors de cette formation : (i) Techniques des formations des adultes (ii) Techniques d'analyse et de gestion des conflits (iii) Techniques de communication non-violente (iv) Facilitation du processus de pardon et de réconciliation (v) Concepts de base sur le genre (vi) Rôle des hommes, des femmes, des personnes âgées (hommes et femmes) et des jeunes (filles et garçons) dans la transformation des conflits et la prévention des disputes violentes (vii) Analyse de l'exclusion sociale (viii) Leadership communautaire (tant par les femmes, les jeunes que les hommes) (ix) Techniques d'analyse participative et de planification communautaire (x) Droits humains (y compris les droits des femmes et de personnes de diverses horizons) (xi) Justice transitionnelle (xii) Suivi et évaluation participative des projets de paix (xiii)

Curriculum ONU Femmes, Femmes Paix et Sécurité, Résolution 1325.

Ces thèmes sont utilisés dans la transformation des attitudes des communautés après le conflit mais aussi pour la transformation et le changement d'attitudes et de comportement des participants. «Pour être des acteurs de paix, les participants ont besoin eux-mêmes de construire la paix dans leur esprit et dans leur cœur.

La méthodologie utilisée lors de cette formation a été basée sur des séances pédagogiques, des travaux de groupes, des discussions, des plénières, des exercices pratiques, des jeux de rôles et la projection de vidéos. Cette méthodologie a abouti à l'identification des mécanismes traditionnels de résolution des conflits en dégageant les éléments positifs et moins positifs ; à la définition des types de conflits que nous vivons dans nos localités. Une thématique très importante traitée lors de cette formation a été les conflits liés à l'insatisfaction des besoins humains (Education, Santé, manque d'infrastructures), les conflits personnels : désaccord entre soi et soi-même (le regret), les conflits d'opinion, les conflits d'identité (ethnique), les conflits relationnels, les conflits liés à la gestion des ressources naturelles et les conflits basés sur les croyances....

Un thème d'une importance capitale a suivi celui de la communication non violente, le concept Genre basé sur la théorie des trois Rôles (rôle reproductif ou domestique, rôle productif ou économique et le rôle communautaire). Ce concept a été largement expliqué et illustré à travers des images d'éminentes personnalités et clôturé par la Fable de la Fontaine à travers l'invitation de ''dame cigogne par sieur renard à un dîner...'', et la théorie des besoins illustrée par des travaux de groupes.

Le thème qui fait plus de débat au Mali et dont beaucoup ne maitrisent pas trop le contenu a suivi : ''la Justice Transitionnelle''. Un brainstorming précéda le thème afin de mesurer le niveau d'information des participants. La facilitatrice expliqua les principes fondamentaux de la justice transitionnelle qui sont au nombre de quatre : le Droit de Savoir, le Droit à la Justice, le Droit à la Réparation et enfin le Droit aux Garanties de Non Répétition des violations graves des droits de l'homme.

Le thème sur la réconciliation a été entamé à travers les quatre éléments à savoir : la vérité, la justice, la clémence et la paix qui constituent la base, les fondements essentiels pour réussir une bonne réconciliation.

Les différents niveaux pour sa réalisation sont entre autres : le niveau individuel, le niveau interpersonnel, le niveau intercommunautaire, le niveau national et le niveau international. Enfin les acteurs pour mener le processus de réconciliation ont été cités. Il s'agit : des communautés de base, des leaders intermédiaires (leaders religieux), des leaders au niveau supérieur (leaders politiques) et autres acteurs importants qui sont notamment les victimes, les témoins et les collaborateurs.

Les facilitatrices ont abordés les termes de références (TDR) pour un artisan de paix qui est perçu comme celui qui croit à la cause de la promotion de la paix qui est prêt à défendre la cohésion sociale, l'inclusion et l'intégration des divers membres de la communauté. Un artisan de paix doit avoir certaines qualités, être un messager de paix, dévoué à la cause de la paix, un gardien des valeurs humaines, capable d'être à l'écoute de ses émotions, de les gérer positivement.

Le thème qui clôtura ces 10 jours de formation a été celui sur le Curriculum de ONU Femmes qui a été présenté à travers sa création, ses objectifs et son mandat. L'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et

Photo de famille des participants. *Crédits : ONU Femmes*

## Femmes - Paix et Sécurité : Formation des Formateurs sur le modèle de Rétablissement de la Paix et la Sécurité à l'Échelle Communautaire (RPSC) – Gao du 21 au 31 juillet 2015 (Suite)

l'autonomisation des femmes ONU Femmes a été créée en juillet 2010 par l'Assemblée générale des Nations Unies. Comme Mandat, ONU Femmes, contribue entre autres à la défense des droits des femmes et des filles, en particulier de celles qui sont les plus exclues. Cinq résultats sous-tendent l'obtention de cet objectif dont entre autres :

- Participation accrue des femmes dans la prise de décision qui affecte leur vie.
- Prévention Lutte contre les VBG et faciliter l'accès aux services de prise en charge.
- Leadership des femmes dans la paix et la sécurité, la réponse humanitaire et la lutte contre les VBG.

La stratégie d'ONU Femmes par ce dernier point couvre la prévention , la protection, la participation et le relèvement post-crise.

La présentation des projets des trois partenaires de mise en œuvre du présent projet (ACORD, AMPROD Sahel et GREFFA) a permis aux participants d'être plus édifiés sur ce processus de synergie dans lequel elles sont engagés. Cette session de formation a été un soulagement exprimé par les participants, tellement leur désir de trouver une nouvelle stratégie de rétablissement de la paix à l'échelle communautaire était grand. Ces formateurs sont ainsi outillés pour leur travail de terrain pour former les membres des OSC de femmes à base communautaire selon les besoins de GREFFA et AMPRODE. Ils doivent mener des actions en synergie afin que les communautés puissent se parler, se pardonner et se réconcilier.

Photo de famille des participants. *Crédits : ONU Femmes*

## ONU FEMMES ACTU : Visite à l'Ambassade des Pays-Bas

Le 16 Septembre, le Représentant Resident de ONU Femmes avec trois de ses collaborateurs ont rendu une visite de courtoisie à son S.E. Mr Marteen Brouwer, Ambassadeur des Pays-Bas dans le cadre du Programme Femmes, Paix et Sécurité dont les Pays-Bas sont un des principaux bailleurs.

## Violences Basées sur le Genre : Les Prêches au Bonheur des Femmes

ONU Femmes avec ses partenaires de mise en œuvre ont pu capitaliser certaines bonnes pratiques qui peuvent être partagées avec d'autres acteurs du terrain. Il s'agit des bonnes pratiques recueillies dans la mise en œuvre des activités de lutte contre les Violences basées sur le genre et les actions de sensibilisation des populations dans le cadre de leur implication dans le processus de paix et de la sécurité

### Description de la bonne pratique

Il s'agit de faire adhérer les chefs religieux à la cause des femmes. Ils s'engagent ainsi à faire des prêches non seulement dans les mosquées mais aussi sur les antennes des radios avec des thèmes sur les droits des femmes tirés des textes coraniques.

### Résultats engendrés par cette pratique

Forte implication des hommes de la communauté dans les activités de prise en charge des femmes. Diminution des cas de Déni de ressources/d'opportunité au sein des couples.

### les facteurs ayant favorisé la réussite de l'initiative

- Statut influent des leaders religieux
- Utilisation de prêche basée sur les textes religieux en lien étroit avec les droits des femmes.
- Pertinence des médias utilisés (radio)

### Ce qu'il y a lieu d'améliorer dans cette pratique

Il s'agit surtout de la sensibilisation. De plus :

- La formation des leaders religieux sur les droits des femmes/VBG
- La Formation des professeurs/enseignants d'écoles coraniques.
- La formation des représentants des jeunes au niveau scolaire.
- L'importation de la stratégie vers les autres religions (chrétiennes ou traditionnelles).
- L'implication de nouveaux médias comme les réseaux sociaux

### Conclusions et leçons apprises

Le Mali étant un pays majoritairement musulman, le poids des leaders religieux sur les questions de droits de femmes est important. Toute action menant à l'adhésion/l'implication des leaders religieux sur les questions de droit des femmes serait un atout considérable pour le développement et le changement de comportement. Avec une meilleur information/communication, les leaders religieux deviendront encore plus sensibles aux droits des femmes. Cette expérience a surtout montré qu'il n'y a pas d'antagonisme entre religion et droits des femmes.

## Femmes - Paix et Sécurité : Engagement des Femmes Leaders dans les Régions Nord du Mali pour l'éducation à la culture et la consolidation de la Paix

Les femmes affectées par la crise dans les régions nord organisées autour d'Activités Génératrices de Revenus mènent hebdomadairement des activités d'Information Éducation Communicaion sur paix, sécurité, cohésion sociale.

### Résultats engendrés par cette pratique

Briser le mur de méfiance entre les communautés ; ce qui a instauré la convivialité entre les groupements de femmes, La cohésion sociale; La liberté d'adhésion ;

### les facteur ayant favorisé la réussite de l'initiative

Bonne identification des leaders ; Bon plaidoyer auprès des décideurs ; L'implication des femmes aux instances de prise de décisions ; La participation et l'inclusion de tous les membres ;

### Ce qu'il y a lieu d'améliorer dans cette pratique

Mettre plus d'accent sur:
La stratégie genre; L'éducation à la citoyenneté ; La confiance mutuelle; L'égalité; La solidarité; Le respect de la diversité; Le partage des responsabilités.

### Conclusions

Le renforcement de capacités est un atout pour les activités de développement et d'IEC, toutes choses qui les pré-disposent à devenir de véritables actrices de développement et consolidation de la paix.

### leçons apprises

Grace à cette activité, les hommes qui au départ étaient très réticents ont fini par adhérer à la cause des femmes dans les activités génératrices de revenus et d'IEC (Information Education Communication).

## 2ème Édition du Forum Genre de Bamako

***(Bamako le 30 juillet 2015) C'est à la suite de trois journées d'intenses travaux que s'est clôturée le 2ème Forum Genre de Bamako. Une initiative qui était conjointement organisée par la Plateforme des Femmes Leaders et le Forum de Bamako autour du thème «L'émergence de l'Afrique à l'horizon 2035 : contraintes, défis et opportunités pour une participation effective des femmes africaines».***

Vue d'ensemble du Présidium. *Crédits : ONU Femmes*

Intervenant à la suite des recommandations issues de la 15ème édition du Forum de Bamako qui a eu lieu le 15 février 2015, la deuxième édition du Forum Genre et Développement s'est tenue du 28 au 30 juillet 2015 au Centre International de Conférence de Bamako. La cérémonie d'ouverture était placée sous le haut Parrainage du Premier Ministre, Chef du Gouvernement S.E. Modibo Keïta qui était entouré par plusieurs autres membres du Gouvernement, dont la Ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille. Plusieurs notabilités de la Société civile et acteurs et partenaires au Développement s'étaient aussi réunis autour des co-organisateurs qu'étaient la Plateforme des Femmes Leaders du Mali et la Fondation du Forum de Bamako. Aussi, L'expertise de personnalités issues d'autres horizons a été sollicitée pour apporter une dimension régionale, continentale voir internationale aux débats. Ainsi, de nombreux partenaires et experts des questions d'Intégration du Genre dans le Développement, d'Entrepreneuriat féminin étaient présents, venus des pays de la sous-région, mais aussi d'autres pays de l'Afrique centrale et aussi des Caraïbes, notament la Guadeloupe et la Martinique.

L'objectif principal visé était de mener des réflexions, conduire des analyses participatives permettant de dégager des stratégies cohérentes pour permettre à la femme de se mettre au cœur du développement. Il s'agissait particulièrement d'élaborer des recommandations et résolutions fortes et identifier les outils et procédures nécessaires pour une participation effective des femmes et des organisations féminines dans les processus d'émergence de l'Afrique sur tous les plans: économique, démocratique, sociale et culturelle.

Ainsi en marge des cérémonies plénières d'ouverture et de clôture, plus de 300 participants dont 250 de l'espace francophone ont débattus de dix (10) thématiques clés, en lien avec le Genre et le Développement. Les sessions ont spécifiquement porté sur :

- État des lieux de la lutte des femmes : Développement et consensus autour du concept genre
- Etat des lieux et perspective de la recherche universitaire et scientifique sur les questions de genre et de développement, afin d'identifier les marges de progrès de la connaissance sur ce champ.
- La prise de décisions et la participation politique des femmes
- La femme rurale : les contraintes et les défis de sa participation à l'émergence de le l'Afrique
- Femmes, économie et croissance inclusive
- Femmes, emploi et formation professionnelle.

- Femmes et Sécurité : Processus de Paix et de Réconciliation
- Genre et Réponse Humanitaire- Réfugié et migration
- Décentralisation et Budgétisation Sensible Genre- Financement des collectivités
- Genre- développement durable et changement climatique.

Le Représentant Résident lors de son discours
*Crédits : ONU Femmes*

De plus, vu le contexte démographique spécifique de l'Afrique où les jeunes représentent plus des 30% de la population, les débats ont privilégié les échanges intergénérationnelles. Des réflexions ont été faites sur le rôle des jeunes, particulièrement celui de la jeune fille dans le développement de la nation. Les menaces d'intégrisme et de fondamentalisme religieux ont également été très débattues, spécifiquement face à la participation et la représentativité de la Jeune fille dans la vie publique.

A la clôture des travaux plusieurs recommandations fortes ont été adressées à l'endroit des autorités et aux partenaires de développement pour l'atteinte de l'autonomisation de la femme africaine, notamment la pleine et active participation de la femme malienne à l'émergence du Mali à l'horizon 2035. Parmi la vingtaine des recommandations dégagées, on peu citer : 1) la mise en application effective de cadres législatifs favorables à l'autonomisation de la femme, particulièrement les femmes rurales ; 2) la création de conditions acceptables au profit des jeunes filles afin qu'elles puissent mener à bout leur scolarité ; 4) Un cadre législatif et judiciaire favorable à la prévention et la lutte contre les violences basées sur le Genre ; 5) Plus d'engagement politique et financier de l'Etat et des partenaires au Développement en faveur de l'autonomisation économique de la Femme, particulièrement la création d'activités génératrices de revenus aux profit des femmes à faible revenu, et la mise en place de programmes dédiés en faveur de la femme rurale tenant compte de ses spécificités et besoins réels.

Ces doléances furent subséquemment présentées aux plus hautes autorités lors d'un diner gala offert par le Président de la République au Palais de Koulouba dans la soirée du 30 juillet et encore lors de l'audience accordé aux femmes leaders par le Chef de l'Etat le 02 aout 2015.

La Plateforme des Femmes Leaders s'est engagée pour en établir un plan d'action quinquennal – qui servira de cadre stratégique pour l'atteinte du résultat visé : « Assurer la pleine et entière participation des femmes africaines à L'émergence de l'Afrique à l'horizon 2035 ». D'ici là, la 3ème Edition du Forum Genre, attendue avec la 16ème Edition du Forum de Bamako en 2017, sera de canal pour une évaluation à mi-parcours du Progrès de la Femme Africaine comme actrice de développement.

***«Les femmes veulent un changement, l'humanité veut un changement… »*** Mama Koité Doumbia - Présidente de la Plateforme des Femmes Leaders

Une vue sur les participants en salle. *Crédits : ONU Femmes*

# Évaluation des Interventions de ONU Femmes en faveur des Femmes et des Filles victimes du Conflit au Mali

ONU Femmes a procédé à l'évaluation de son programme global intitulé «programme d'assistance aux femmes/filles affectées par le conflit et participation des femmes au processus de consolidation de la paix», mis en œuvre au Mali depuis 2012. Il faut rappeler que les effets dévastateurs des conflits armés sur la population, sont beaucoup ressentis par les femmes et les enfants, qui subissent toutes les formes de violence (physique, sexuelle psychologique). Les auteurs de ces violences, sont à la fois des civils et des combattants, qui profitent de l'effondrement de l'appareil Etatique pour violer outrageusement les droits fondamentaux de la personne humaine et surtout des femmes. Cependant, force est de reconnaître que ces mêmes femmes victimes, sont malheureusement toujours, les grands oubliées, lorsqu'il y a négociation, réconciliation, réparation en périodes post conflit. Ainsi, pendant 3 années ONUFemmes, en partenariat avec le gouvernement, les ONG locales, la société civile, a procédé à la mise en œuvre du programme ayant des volets d'assistance aux victimes de VBG, d'aide à la participation politique/prise de décision, et de prévention des femmes. Le programme a bénéficié de la contribution technique et financière des Pays- Bas, de la Suède, de l'Espagne, du Japon, de la France et de la Suisse.

## Déroulement de l'enquête

Pendant 45 jours un cabinet d'évaluation a sillonné toute la zone d'intervention du programme afin de recueillir les données et informations relatives aux progrès réalisés en matière de protection des femmes et des filles, et qui soient imputables au programme. Aussi, avant le démarrage de l'évaluation, les évaluateurs ont rencontré les PTF, afin de donner une réponse à leurs attentes à travers l'évaluation

## Résultats concrets obtenus :

En termes de résultats chiffrés, globalement l'on retient de l'évaluation que la mise en œuvre du programme a été jugé satisfaisante. En effet, selon les statistiques de l'évaluation :

**96%** des cibles du programme sont satisfaites de la mise en œuvre du programme ;
**33%** des bénéficiaires du programme sont effectivement des victimes de VBG liées au conflit ;
**78%** des femmes de la zone du programme se sentent désormais en sécurité, en présence d'un agent des forces armées et sont convaincues que les agents connaissent et respectent le droit des femmes/et filles en situation de conflit ;
**3166** femmes victimes du conflit, ont pu économiquement renaître du conflit grâce à l'appui technique et financier du programme.

## Prise en charge et ciblage effective des victimes de VBG liées au conflit :

L'évaluation du programme révèle que **1/3** des victimes de VGB lié au conflit, a directement bénéficié du programme. Ce chiffre avoisine les **50%** à Mopti, qui a été une zone d'accueil des populations déplacées de Gao, Tombouctou et Kidal.

## Activités post conflits :

Pour ce qui concerne les activités de post-conflit, l'évaluation estime à 3166, les bénéficiaires directes des fonds pour les AGR de relèvement économique. Cet appui individuel ou par groupement, a permis la renaissance des économies locales. Pour la gouvernance, des femmes au niveau local et national pensent que les femmes sont aujourd'hui à mesure de participer valablement aux activités de négociation pour la paix et ont besoin d'être plus appliquées.

## Prévention des VBG :

L'évaluation a confirmé qu'en plus des mécanismes de prévention de VBG installés au sein des communautés bénéficiaires du programme, 4800 Soldats ont été sensibilisés et connaissent désormais le droit à la protection des femmes et des filles en période de conflit. Cela se confirme par une perception positive des femmes. En effet, 78% des femmes interviewées attestent qu'elles se sentent désormais en sécurité en présence d'un agent des forces armés, dans la zone du programme.

## Principales Recommandations :

Bien que ces résultats soient globalement satisfaisants, l'évaluation a révélé quelques insuffisances pour lesquelles, des recommandations ont été formulées. Ces recommandations sont entre autres :

- L'Instauration d'une bonne communication autour du programme, surtout en relation avec les bailleurs;
- La redynamisation du comité de gestion ;
- La réorientation du programme afin de le rendre davantage «post conflit» ;
- Le renforcement des capacités des partenaires de mise en œuvre
- Suivi rigoureux dans l'octroi des fonds de relèvement;

## Actions en cours, entreprises par ONU Femmes :

ONU Femmes, bien avant l'évaluation, a entrepris des actions visant à garantir l'obtention de meilleurs résultats relatifs à ses domaines d'intervention, y compris le présent programme. Ces actions ce sont matérialisées par :

- La consolidation de l'équipe du personnel d'ONUFemmes (Recrutement d'expert en Suivi Evaluation et en communication) ;
- Le renforcement des capacités des partenaires de mise en œuvre en Suivi-Evaluation
- La mise en place d'organes de gestion du programme (Le comité de pilotage, le groupe des Partenaires Techniques et Financiers, institutionnalisation de la rencontre des partenaires de mise en œuvre sur une base trimestrielle et le Groupe de capitalisation de façon semestrielle)

**Prochaines étapes :**

Juste après la phase de dissémination des résultats actuellement en cours, ONUFemmes procèdera à l'élaboration et la mise en oeuvre d'un Plan de réponse/correction des insuffisances constatées. Ce plan portera aussi bien sur la consolidation des forces du programme et la correction des lacunes relevées.

## Commémoration Journée Mondiale de l'Aide Humanitaire au Mali

À l'instar des autres pays, le Mali a célébré la Journée Mondiale de l'Aide Humanitaire le 19 Août 2015. La cérémonie officielle de commémoration s'est tenue sous le haut parrainage du Ministre de la Solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Réconstruction du Nord. La Coordinatrice Résidente Humanitaire des Nations Unies était à la tête des Représentants des différentes agences et autres organisations intervenant dans le cadre de la réponse humanitaire au Mali.

Vue partielle des panélistes lors de la cérémonie (à droite Marie Josée KANDANGA spécialiste Femmes Paix et Sécurité - ONU Femmes)

Une vue sur les participants

Stand des différents intervenants

S.E. M. Hamadou KONATÉ - Ministre de la Solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Réconstruction du Nord avec S.E. Mme M'Baranga GASARABWÉ - DRSG/RC (à gauche)

## Hawa Diop : Présidente Réseau National pour le Développement des Jeunes Filles et Femmes

***«Les femmes sont conscientes du rôle qu'elles jouent dans la société. Elles savent que la conquête des droits n'est pas facile mais elles sont convaincues que, comme un oiseau qui ne peut s'envoler sans les deux ailes, les hommes ne peuvent vivre dans la société sans les femmes et aucune paix durable, aucune réconciliation, aucun développement durable n'est possible sans l'apport des femmes. La participation des femmes à l'ensemble du processus s'avère une condition sine qua none pour une paix durable et inclusive».***

«Denmiseniya te mogo tigne» tel est l'adage bamanan qui nous enseigne que «la valeur n'attend point le nombre des années». Hawa Diop Diakité, la Présidente du Réseau National pour le Développement des Jeunes Filles et Femmes, est une jeune femme engagée qui incarne cet adage.

Hawa a commencé son militantisme pour les Droits des Femmes et des Jeunes filles quand elle avait moins de 18 ans avec la FENACOF MALI « NYEDA KURA » - Fédération Nationale des Collectifs d'Organisations Féminines du Mali. Une initiation qui, selon elle, serait l'œuvre d'une de ses marraines du mouvement féministe -Mme DEMBELE Ouleymatou SOW – qui l'aurait beaucoup inspirée de par son dynamisme et son engagement pour la cause des femmes du Mali.

Forte de cette expérience, Hawa sera ainsi appelée en mars 2015 à présider le Réseau National pour le Développement des Jeunes Filles et Femmes, une initiative mise en place par la FENACOF afin de répondre au besoin crucial de la représentativité et la problématique de l'autonomisation des jeunes filles maliennes. Comment outiller et engager activement les jeunes filles pour assurer leur pleine et entière participation dans le développement du pays telle est la mission pour laquelle, Hawa dédie son mandat à la tête du Réseau des Jeunes Filles et Femmes pour le Développement.

Animatrice communautaire travaillant dans le domaine de la représentativité des femmes aux instances de décisions, Hawa a également travaillé sur un projet intitulé : « Augmentation du Taux de Représentativité des Femmes aux élections générales 2013-2014 » qui couvrait les six communes de Bamako ainsi que deux autres communes urbaines de la région de Koulikoro : Kati et Siby.

Première lauréate du concours d'essai organisé par l'Ambassade de Suède au Mali pour les jeunes de moins de 25 ans dans le cadre de la commémoration du quinzième anniversaire de la Résolution 1325 sur le droit des femmes, paix et sécurité, Hawa travaille présentement comme Assistante de la Conseillère Spéciale Genre du Centre pour le Dialogue Humanitaire. Un poste qu'elle quittera sous peu, pour rejoindre le Programme de volontariat International de la Francophonie. En effet, Hawa vient d'être admise, à la suite d'un processus rigoureux de sélection, comme Assistante de programme du Réseau Francophone pour l'Egalité Femme-Homme à Paris, une responsabilité qu'elle assumera pendant un an.

Déjà mariée à 24 ans, Hawa est titulaire d'une maitrise en Droit Privé Option des Affaires de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako. Elle aime la photographie, adore voyager et est passionnée de lecture et de sport.

## Matinée VIP : l'APDF plaide pour la réhabilitation des victimes de VBG

Une vue du Présidium *Crédits : ONU Femmes*

C'était le 30 juillet 2015, dans le cadre des festivités commémoratives de la Journée Panafricaine de la Femme, que l'APDF - Association pour la Défense des Droits des Femmes au Mali a organisé une Matinée VIP – en guise de plaidoyer pour plus d'engagement des hautes autorités du pays et les partenaires techniques et financiers en faveur des victimes, survivantes d'actes de violences basées sur le Genre.

La spécialiste Programme de ONU Femmes, Dr. Aoua Djiré, représentait le Représentant Résident de ONU Femmes à la cérémonie qui réunissait aussi la Sécrétaire Exécutive Régionale de L'Organisation Panafricaine des Femmes (OPF), nombreux ambassadeurs et représentants d'institutions accréditées au Mali ainsi que des acteurs du secteur privé.

Depuis 2013, ONU Femmes appui l'ADPF dans le cadre de L'accord de Coopération établi entre les deux structures pour la prise en charge holistique des survivantes de VBG, particulièrement dans le contexte post crise. Les services fournis par l'APDF sont entre autre : l'assistance médicale, psychosociale ; l'hébergement l'accompagnement judiciaire et la réinsertion économique à travers les activités génératrices de revenus.

De 2014 à nos jours, plus de 500 survivantes de VBG ont ainsi bénéficé de l'appui de l'APDF et ont été initiées aux techniques de transformation agro-alimentaire, de teinture, coupe et couture. L'APDF a également ouvert une garderie d'enfants dans ses locaux pour permettre une prise en charge des jeunes enfants des femmes victimes de Violences et porter assistance aux filles mères victimes de grossesses non-desirées, de mariages précoces et autres actes de violences sexistes ou sexuelles.

Don de lot d'article. *Crédits : ONU Femmes*

Remise de Diplôme aux bénéficiaires du programme APDF.
*Crédits : ONU Femmes*

Représentation ONU Femmes Mali
Badalabougou-Est - BP 120 - Bamako-Mali

Tel : (+223) 20 22 21 24 / (+223) 75 99 79 42
mali.courrier@unwomen.org

www.unwomen.org
https://twitter.com/onufemmes
https://instagram.com/UNWomen/
https://www.facebook.com/unwomen
https://www.youtube.com/user/UNWomen
http://www.unwomen.org/fr/where-we-are/africa/regional-and-country-offices#mali